

ACTUALITE

L'Iran prépare son retour sur les marchés internationaux

Les sanctions et pressions économiques contre l'Iran sont encore loin d'être levées mais le pays a commencé à profiter des fruits de l'accord de Genève de novembre 2013 sur son programme nucléaire. Certaines sanctions ont en effet été suspendues à partir du 20 janvier par les **Etats-Unis** et par l'**Union européenne** et, ce, pour une durée de six mois (voir Actualité et Documents dans notre édition du 1er février pour plus de précisions sur ce point). Rien ne garantit qu'un accord définitif sera conclu mais le président Hassan Rohani, ses conseillers, le gouvernement, le ministre du Pétrole, M. Bijan Namdar Zanganeh, et la **National Iranian Oil Company** (NIOC) sont convaincus que cette possibilité sera concrétisée en 2014 et se placent d'ores et déjà dans le cadre de ce scénario.



Pour ce qui concerne les responsables du secteur des hydrocarbures, il convient de mettre dès aujourd'hui tous les atouts de son côté pour préparer le retour des compagnies pétrolières étrangères en Iran, leur coopération future avec la NIOC et la montée en puissance des capacités de production et d'exportation du pays pour lui permettre de revenir sur les marchés internationaux en frappant à la grande porte.

Ces préparatifs, qui incluent une opération de séduction vis-à-vis des milieux industriels, se déclinent pour l'essentiel autour de l'argumentation et de la communication suivantes :

- Les pays consommateurs auront de plus en plus besoin du Moyen-Orient, notamment de l'Iran, pour satisfaire leurs besoins en énergie. L'Iran a le **potentiel** et la **volonté** de contribuer à la satisfaction de cette demande pour le pétrole et pour le gaz dans le long terme. Notre pays a le devoir de fournir des **approvisionnements sûrs et durables** au monde, a ainsi indiqué M. Ali Majedi, vice-ministre du Pétrole chargé des affaires internationales, l'un des acteurs clés de cette ouverture tous azimuts. Il faut protéger le secteur économique des influences politiques, a-t-il ajouté. Un discours très proche de celui de ... l'Arabie Saoudite par exemple. Le message est clair : nous sommes à présent et nous resterons un **acteur responsable**.
- Les **investissements** requis pour développer le secteur amont (exploration, développement et exploitation des champs pétroliers et gaziers) sont estimés à environ **\$150 milliards sur les cinq prochaines années**. La plus grande partie de cette somme est attendue des compagnies étrangères. Il y a donc un marché important et la concurrence sera forte. Les derniers ne seront pas forcément servis. A bon entendeur, salut !
- L'Iran est ouvert à la présence de toutes les compagnies pétrolières internationales, même si les firmes européennes et américaines sont particulièrement attendues. Le retour de **Total** et de **Shell** est déjà considéré comme très probable à Téhéran, **Eni** n'est pas loin, **GDF Suez** ne dissimule pas son intérêt, **Lukoil** lorgne le secteur iranien de la mer Caspienne et d'autres entreprises sont en embuscade.
- Les futurs **contrats pour des projets amont** seront très intéressants pour les investisseurs étrangers. Téhéran pourrait s'inspirer de l'exemple de l'**Irak** (contrats de service) mais les contrats

iraniens seront plus attrayants car l'Iran pourra tirer des enseignements de l'expérience de son voisin et remédier à certaines faiblesses du cadre contractuel de celui-ci.

- Le **processus de révision des contrats actuels** avance rapidement et sûrement et un séminaire est prévu à Téhéran en février ou en mars pour discuter du ou des contrats types pour l'avenir. S'il faut les revoir après le séminaire, on le fera, a précisé M. Majedi, qui affiche haut et clair une grande volonté de pragmatisme. Leur finalisation pourrait intervenir dès le mois d'avril et ils seront ensuite présentés à une conférence internationale à Londres en même temps qu'une liste de projets de développement qui seront ouverts à la concurrence.
- Le futur cadre contractuel pourrait être particulièrement intéressant pour les champs parvenus à un stade de maturité avancée et nécessitant l'application de **techniques de récupération assistée**.
- La **National Iranian Tanker Company** (NITC) souligne qu'elle contrôle une capacité de transport maritime de pétrole brut et de produits raffinés de **16 millions de tonnes par an** avec une flotte de 67 tankers, ce qui la placerait au second rang mondial selon elle, et qu'elle entend accroître ses capacités pour le transport du gaz dans un avenir proche. Avec la levée des sanctions, nous allons regagner les marchés que nous avons perdus dans les années passées, affirme le directeur général de la NITC, M. Ali Akbar Safaei. Dans l'immédiat, la NITC va se concentrer sur les clients actuels de l'Iran pour le brut, la **Chine, l'Inde, Taïwan, le Japon, la Corée du Sud** et la **Turquie**, en tirant parti de la suspension de certaines sanctions et de l'autorisation donnée à l'Iran de maintenir le niveau de ses exportations pétrolières.
- Les projets dans le secteur du raffinage et de la distribution pourraient être proposés dans le cadre de contrats de type **BOT** (Build-Operate-Transfer) ou **BOOT** (Build-Own-Operate-Transfer).
- La **National Petrochemical Company** (NPC) n'entend plus traiter avec des investisseurs "*incompétents*" et/ou dépourvus des moyens requis pour réaliser les projets qui leur ont été confiés. Le ministre du Pétrole a demandé que les capacités des contracteurs privés soient sérieusement évaluées et que ceux qui n'ont pas fait avancer les projets dont ils ont été chargés en soient dessaisis.

Les compagnies nationales de l'Iran ne veulent plus traiter avec des sous-fifres, comme elles ont parfois dû le faire pendant des années du fait des sanctions qui ont considérablement réduit leur marge de choix. Les choses ont commencé à changer et Téhéran entend là aussi faire clairement passer ce message en Iran et à l'étranger.

Francis Perrin